

# L'ÉTAT D'ISRAËL comme ÉTAT JUIF

**Un entretien avec Yoram Hazony** à l'occasion de la parution de son livre *L'État juif, sionisme, postsionisme et destins d'Israël*.

**A** la mi-mars Yoram Hazony, fondateur du Centre Shalem à Jérusalem, présentait à Paris son livre *L'État juif, sionisme, postsionisme et destins d'Israël* publié par les Editions de l'éclat (dans sa traduction française par Claire Darmon).

À cette occasion, il a accordé à Hélène Keller-Lind un entretien pour *Controverses*, un entretien en phase avec l'actualité française car le sujet central en a été l'identité nationale. Identité juive d'Israël, en l'occurrence, une question dont les Pères fondateurs n'auraient sans doute jamais imaginé qu'elle pourrait se poser quelque 58 ans plus tard.

Ce caractère, pourtant déterminant pour l'avenir de l'État, juif aux yeux de ses Pères fondateurs, se voit rejeté désormais par la grande majorité de l'intelligentsia et une partie de l'opinion publique israéliennes.

Devant ce constat de réalités exprimées de la manière la plus flagrante dans le post-sionisme, mais qui ont déjà une longue histoire, Yoram Hazony, se bat pour une réappropriation nécessaire de son identité juive par l'État d'Israël, aux côtés d'intellectuels de droite comme de gauche. Il tirait cette sonnette d'alarme en 2000 lors de la première parution de son ouvrage en anglais.

**Hélène Keller-Lind :** *Le titre de votre ouvrage, « L'État juif » fait écho au titre de l'ouvrage fondateur de Théodore Herzl « Der Judenstaat » parfois traduit par « L'État juif » et parfois par « L'État des Juifs. » Le choix de votre titre ne peut être fortuit...*

**Yoram Hazony :** Bien entendu. C'est un point capital. En effet, prétendre que Herzl ne voulait pas d'État juif mais un État des Juifs – et donc un État « neutre » – est loin d'être une question purement académique. Ce concept d'État neutre s'inscrit le plus souvent dans les efforts idéologiques et politiques pour tenter de délégitimer le concept d'un État juif. C'est là une réécriture de l'Histoire. Comme le démontrent l'étude des textes écrits par Herzl et le fait qu'il ait accepté pour titre anglais de son livre « *The Jewish State* » passant les dernières années de sa vie à en promouvoir l'idée sous cette forme à travers le monde. Examiné dans le contexte des écrits et activités politiques de Herzl, on voit qu'il ne s'agissait pas d'une simple question sémantique. Et on ne peut douter du fait que Herzl ait voulu un État juif, avec une majorité juive, qui soit juif dans ses buts, son gouvernement, sa constitution, ses rapports avec le peuple juif et la foi juive. Et il est clair que c'est cet idéal qui fut adopté par Ben Gourion et le courant principal du sionisme. Idéal formulé dans la Déclaration d'Indépendance, signée le 14 mai 1948, que je mets en annexe de mon livre.

**H. K-L :** *D'où vient, alors, cette méprise sur la volonté même de Herzl ?*

**Y. H. :** Une confusion a été créée autour du sionisme, renforcée par le fait que Herzl lui-même a fait une critique de la religion ou a exprimé dans la conclusion de son ouvrage la conviction qu'« une fois installés dans leur propre État les Juifs n'auraient probablement plus d'ennemis. » Cela a donné l'idée fautive que Herzl ne mettait pas le judaïsme au cœur du sionisme. Alors qu'il prônait bien un retour au judaïsme... Mais on n'étudie malheureusement plus Herzl en Israël.

**H. K-L. :** *Cette idée d'Herzl, qui voulait un retour au judaïsme et à ses valeurs, dans cet État juif à venir, n'est-elle pas une idée de droite ?*

**Y. H. :** Un retour au judaïsme ne veut pas dire un retour à un judaïsme ultra-orthodoxe... La question étant de savoir ce qu'est un État juif est d'ordre général et ne touche pas qu'un seul parti politique. Des personnes appartenant à la gauche et au parti Meretz s'associent à notre perspective. Vouloir être juif, avoir un État juif veut dire que l'on a quelque chose de significatif à apporter au monde et cette conviction est partagée par des gens de droite comme de gauche. Ainsi Ari Shavit, l'un des meilleurs journalistes israéliens, qui appartient à « La Paix Maintenant », est éditorialiste à *Haaretz* quotidien dont la ligne est celle de la gauche israélienne. Dans les articles qu'il a écrit sur le sujet, récemment,

il affirme qu'au cours des 30 dernières années les élites israéliennes ont détruit la capacité de la génération des fils et des filles à combattre en attaquant d'une manière ou d'une autre l'âme du pays, en déconstruisant le sionisme, le nationalisme sioniste et le narratif sioniste.

Et on ignore trop souvent qu'il y a dans la Bible les concepts d'un nouvel ordre mondial, promouvant la paix entre les nations, que l'on ne trouve ni chez Aristote ni chez Platon, et des concepts comme l'auto-détermination, la désobéissance justifiée contre un gouvernement injuste.

**H. K-L. :** *Un fossé entre les générations ?*

**Y. H. :** En partie. Il y a bien eu cassure entre cette première génération et la génération des fils. Car la première génération n'a pas si bien réussi et la seconde génération a eu des problèmes avec ses parents.

**H. K-L :** *Comment est venue votre réflexion personnelle sur cette méconnaissance des idéaux à l'origine de la renaissance de l'État juif ?*

**Y. H. :** Je suis né en Israël comme mes parents et ai vécu ensuite aux États-Unis où a travaillé mon père, jeune physicien. Persuadé que Sion était au cœur de notre existence, j'y suis devenu tout naturellement bengourioniste comme l'avait été mon grand-père, originaire de Kiev.

Après le bac je suis allé chez mon oncle en Cisjordanie. Dans sa famille le concept d'État juif est aussi au cœur de ses rêves. Je pensais donc que cela était le cas pour tous les Israéliens, réunis dans un État juif.

En 1986 je me suis installé en Israël. Et je me suis progressivement rendu compte, notamment un peu plus tard lors de mes périodes de réserve militaires, à l'occasion de discussions avec des Israéliens venus d'horizons très divers, que s'ils sont déterminés à se battre, nombre d'entre eux n'en savent plus les raisons, car ils ignorent la valeur intrinsèque du peuple juif et n'en connaissant pas l'histoire.

J'en donne des exemples frappant dans mon ouvrage. Un Israélien, faisant comme moi sa période de réserve qui me dit : « cesse de t'adresser à moi comme à un Juif ! » Ou d'autres Israéliens qui s'ennuyaient clairement pendant le Seder de la Pâque juive...

Même remarque chez les étudiants. Par exemple, une avocate, Ruth Gabizon, a fini par se rendre compte que ses étudiants ne comprenaient pas ce qui se passait par manque de notions d'histoire juive.

Lorsque j'ai voulu faire mon doctorat dans une faculté de sciences politiques en Israël, j'étais diplômé de Princeton. Devant cette étiquette un professeur m'a accepté en ajoutant : « retournez aux États-Unis y faire votre doctorat et revenez

ici. Vous serez alors professeur. » Cela dénotait un manque de confiance en soi sur le plan intellectuel. Nous devons offrir quelque chose qui mérite le respect et nous devons nous respecter nous-mêmes.

H. K-L : *Vous vous décrivez comme bengourioniste, évoquant Ben Gourion, sioniste travailliste.*

Y. H. : Ben Gourion était, en effet, un sioniste travailliste qui a toujours eu une Bible sur son bureau. Et cela ne faisait aucun doute pour sa génération que le judaïsme était au coeur du sionisme. C'était la génération des pères fondateurs qui ont construit fermes et kibbutzim, l'armée et ce qu'est physiquement l'Etat. C'était la « génération des géants. »

Fin 1934, Ben Gourion avait d'ailleurs conclu un accord avec Zeev Jabotinski, dirigeant révisionniste, pour relancer une nouvelle orientation sioniste mettant en place ce que Herzl avait voulu : un nationalisme juif unifié. Accord qui, malheureusement pour les Juifs d'Europe, fut un échec à cause d'une opposition comme celle de la *Histadrout*. Dans un référendum organisé par ce syndicat 60 % des votes se sont exprimés contre l'initiative de Ben Gourion.

Ben Gourion voulait que les Juifs restent juifs. Lorsqu'il a été Premier ministre il a voulu que le gouvernement de l'État juif « se préoccupe aussi des problèmes touchant à l'ensemble du peuple juif. » D'où, par exemple, sa Loi du Retour, sa Loi de l'Éducation ou ses efforts déployés pour encourager une immigration juive de masse.

H. K-L. : *Et plus tard ?*

Y. H. : Lorsque Golda Meir était Premier ministre et Ygal Allon, ministre de l'Éducation, les écoliers israéliens commençaient leur scolarité en histoire en étudiant le Tanach.

Mais les choses ont changé au point que le Professeur Amnon Rubinstein [ndlr. Ancien ministre de l'Éducation, juriste, sioniste de gauche, député et fondateur du parti Shinui] écrivait récemment dans *Haaretz* que le discours sioniste a été complètement muselé.

H. K-L. : *Qu'en est-il donc aujourd'hui à l'école ?*

Y. H. : Sur la couverture du livre d'histoire de ma fille il y a une gravure avec Apollon, Aphrodite et Hermès. Et les Juifs n'apparaissent qu'au chapitre 7, lorsqu'ils sont conquis par Alexandre...

Je ne suis en rien contre l'enseignement de l'histoire grecque. J'étudie Platon et le grec avec ma fille. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Mais du fait que ceux qui décident du *curriculum* en histoire n'ont aucun sens des proportions.

Sommes-nous grecs ? Les Juifs n'ont-ils pas leur propre message à apporter ? Dans un manuel, traitant de l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle, il n'y a aucune photo de Ben-Gourion. Lorsque le ghetto de Varsovie est mentionné rien n'est dit de son soulèvement. On laisse entendre que la Guerre des Six Jours a été causée par Israël...

Un cours d'éducation civique, « Sois citoyen d'Israël » dit qu'un Etat-nation n'est un modèle que s'il est « éclairé », sinon il provoquera des carnages sans fin. Il faut donc en conclure que l'État juif est une source de souffrances. Un effort systématique est fait pour déraciner le sionisme de la vision du monde.

H. K-L. : *Avez-vous réagi à ces manuels scolaires expurgés d'histoire juive ?*

Y. H. : Avec Yad Vashem nous avons apporté ces livres à la Knesset en 2001 pour en discuter au cours d'auditions.

H. K-L. : *Qu'a fait la classe politique ?*

Y. H. : La classe politique ne s'intéresse pas à l'enseignement de l'Histoire. Nous avons alerté Colette Avital, entre autres. Réponse de la Knesset : on n'a pas le droit d'intervenir, des commissions décident de la teneur de l'enseignement.

H. K-L. : *Qui est à la tête de ces comités qui décident du contenu de manuels scolaires écartant l'histoire juive et « muselant le sionisme » ?*

Y. H. : Avec ce qu'on appelle la révolution « post-sioniste » il y a eu une révision de l'enseignement de l'histoire dans les années 1990. Sous l'impulsion de professeurs d'université ces comités ont écrit un nouveau *curriculum*, basé sur une théorie universelle de l'Histoire venue d'Allemagne, avec une place importante pour les Grecs, les Romains, les Chrétiens. L'Histoire juive n'y a qu'une petite place. Je l'ai constaté lorsque j'étais étudiant. J'ai étudié l'histoire de la pensée politique dans un manuel écrit par le Professeur Sabine. Il débutait par la philosophie grecque, passant à la pensée romaine puis la pensée politique du Nouveau Testament et des pères de l'Eglise et directement à la pensée médiévale. Sans dire un mot de la Bible ou de toute autre source juive.

L'Histoire a fini par être contrôlée par des professeurs révisionnistes comme Moshe Zimmermann, l'un des professeurs les plus révisionnistes en Israël. Ils sont devenus la tendance dominante au sein de l'université. Et ne se sentent plus seuls lorsqu'ils accusent Israël d'être un État nazi.

Leurs références sont des milieux universitaires européens qu'ils veulent impressionner. Selon eux, la nation est synonyme d'Auschwitz, ce qui implique nécessairement le démantèlement de nos pays.

Lorsqu'ils vont en Europe où l'on se débarrasse du franc et du deutschmark, où

il n'y a plus de guerres, la situation en Israël les embarrasse. Ils se disent que le problème vient dans doute de ce concept d'État juif. Il y a une volonté d'assimilation du pays tout entier au sein de l'Europe, une Europe où, après des milliers d'années, les Hollandais veulent démanteler leur pays. La question se pose : devrions-nous éliminer ce que nous sommes ? Devrions-nous renoncer à notre passé ? Rien ne vaut-il la peine d'être préservé, d'être transmis ? La vision portée par Herzl, Ben Gourion, les Pères fondateurs, qui était au cœur de l'État juif s'est érodée et le sionisme a été muselé.

H. K-L. : *Comment s'est manifesté ce rejet de l'État juif ?*

Y. H. : Deux professeurs de l'Université Hébraïque, le philosophe Yeshayahu Leibowitz et l'historien Jacob Talmon, critiquèrent violemment le gouvernement israélien à propos des conflits avec les Palestiniens. Et dans les années 70 leurs élèves, devenus universitaires ou journalistes, ont manifesté ce même rejet d'un pouvoir national juif.

Puis, il y a une vingtaine d'années, sont apparus de « nouveaux historiens » comme Benny Morris de l'université Ben Gourion qui affirma que dès le départ « le sionisme fut une idéologie et un mouvement colonisateurs et expansionnistes.. » ou l'historien Tom Segev qui accuse Israël d'avoir utilisé la Shoah à des fins politiques et se prononce contre la Loi du Retour. Ces « nouveaux historiens » traitent de la politique sioniste envers les Arabes. D'autres veulent démontrer que la politique des pères fondateurs envers les Juifs eux-mêmes étaient moralement ambiguë. Ainsi, Zeev Sternhell, politologue à l'Université Hébraïque, estime que les dirigeants travaillistes sionistes ont trahi leurs idéaux humanistes pour un État militariste et chauvin.

H. K-L. : *Où peuvent se situer les Arabes israéliens dans un État juif ?*

Y. H. : Les post-sionistes disent que nous devrions faire comme la France qui n'accepte dans ses écoles ni symboles musulmans ni symboles juifs ou chrétiens. Qui veut que tous soient exactement les mêmes. Mais nous ne sommes pas une République dans le sens où l'est la France. Tout en étant tous d'accord pour dire qu'il faut des libertés de base comme la liberté d'expression.

Pourtant, dire que la minorité arabe d'Israël affirme de plus en plus ces quinze dernières années qu'Israël n'est pas légitime est une illusion optique. Il en est de même quand les partis arabes israéliens disent qu'ils ne peuvent pas avoir d'identité nationale. Il n'y a aucune raison pour qu'il en soit ainsi. L'Égypte est un État-nation et un État arabe où l'Islam joue un rôle officiel. Les unités druzes dans l'armée israélienne, par exemple, ont leurs propres drapeaux. C'est une sorte d'alliance. On peut offrir à cette minorité ses propres écoles, dans un cadre

israélien. En se souvenant que nous sommes entourés de pays qui veulent détruire Israël. On ne peut avoir une situation comme celle qui prévaut au Liban, fondé en tant qu'État catholique, aujourd'hui détruit. L'auto-détermination des Chrétiens y est devenue impossible. Il ne peut y avoir d'auto-détermination des Juifs au Moyen-Orient, si ce n'est dans un État juif.

**H. K-L. :** *Quelles sont les racines de ce rejet ?*

**Y. H. :** Elles sont lointaines, remontent à Kant, avec sa conception de la moralité, à Hegel, à Rousseau et son Contrat Social unique, au philosophe Hermann Cohen, premier Juif allemand à obtenir une chaire à l'université de Marburg en 1876, apôtre de la théorie « néo-kantienne » et antisioniste, à Martin Buber, opposé à toute idée d'État juif, et à un groupe d'intellectuels allemands, dont la plupart appartenaient à l'Alliance pour la Paix, pour qui une puissance souveraine protégeant un groupe particulier était immoral et illégitime. Ce qu'était donc un État juif. Ces intellectuels créèrent et façonnèrent l'Université Hébraïque, et donc la pensée de jeunes gens qui devinrent les futurs dirigeants de la nation, ainsi que son avenir *culturel*. Pendant que les sionistes travaillistes s'employaient à la construire sur le plan matériel. Or, c'est au niveau *culturel* que tout se joue. Ben Gourion, en dépit de ses efforts dans ce sens, n'a pas eu le temps de remporter une victoire sur ce plan.

**H. K-L. :** *Quelle ampleur a pris cette déconstruction du sionisme et des valeurs du judaïsme qui lui sont centrales ?*

**Y. H. :** En 1994 Aahron Megged, romancier israélien reconnu, appartenant à l'establishment, reprochait dans *Haaretz* à quelques centaines d'intellectuels et artistes israéliens de prêcher avec détermination que notre cause n'est pas juste. Avec la naissance du post-sionisme est apparu un constat de décès de l'État juif. Dans ce même article Aharon Megged pose d'ailleurs la question : « le sionisme approche-t-il de sa fin ? » Son article a été accueilli par une levée de boucliers, surtout compte tenu de sa personnalité car il s'agissait d'une « colombe » israélienne. Il dénonçait l'identification de centaines d'intellectuels et artistes israéliens avec les ennemis du sionisme. Aujourd'hui ce post-sionisme est devenu la seule opinion valable pour qui se dit éclairé. Ces « vérités » post-sionistes sont au cœur de ce qui est considéré comme politiquement correct. Et toute opinion qui s'y oppose est censurée.

**H. K-L. :** *Vous dénoncez donc une bataille d'idées dans laquelle les tenants de Rousseau ont emporté une seconde manche sur les tenants de Herzl. La bataille est-elle perdue ?*

**Y. H. :** Non car il y a aujourd'hui tout un mouvement à droite comme à gauche

qui veut revenir aux sources du sionisme. Et qui voit dans le spectre de Ben Gourion et de l'État juif qui continue à hanter Israël la plus noble promesse jamais faite.

**H. K-L.** : *Le Centre Shalem, que vous avez fondé en 1994, s'inscrit-il dans cette volonté de retour aux sources ?*

**Y. H.** : Le Centre est un institut de recherches et d'enseignement dans des domaines comme morale et pensée politique juive, idées et histoire du sionisme, archéologie de la Bible, théorie et pratique démocratiques, études stratégiques, politique sociale et économique. Son nom, Shalem, premier nom de Jérusalem, que l'on trouve dans le Livre de Moïse, signifie complétude et achèvement.

Le Centre va établir un établissement d'enseignement supérieur juif, qui pourra accorder des Licences et formera les meilleurs étudiants, en en faisant les meilleurs intellectuels possibles.

Propos recueillis par Hélène Keller-Lind